



Prix : 0,15 €

Date de parution : Avril 2009

JOURNAL DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT DU JURA

76, rue St-Désiré - 39000 LONS LE SAUNIER - Directeur de Publication : Michel FAIVRE-PICON  
Trimestriel - Imprimé par nos soins - CPPAP N° 1008 S 06754 - ISSN 0249-13

N° 107  
1<sup>er</sup> Trimestre 2009

Dispensé de timbrage  
LONS LE SAUNIER—CTC

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

DEPOSE LE 8/04/09

# L'Action Syndicale dans le Jura

## Emplois, salaires, profits :

### La CGT exige d'autres solutions !

#### **EDITO**

La crise économique et sociale, frappe fortement le Jura, département plus industrialisé que la moyenne. Beaucoup d'entreprises ont annoncé du chômage partiel, certaines ont déjà commencé depuis fin 2008. D'après nos informations, près de 3000 salariés sont concernés par le chômage partiel.

La situation risque de devenir critique dans certaines entreprises. Déjà des risques de plans sociaux sont prévisibles.

La CGT revendique :

- des actions en faveur du maintien de l'emploi,
- une autre répartition des profits des entreprises, avec un contrôle, pour un vrai partage des richesses créées,
- une politique industrielle qui s'appuie à la fois sur un socle social fort et de nouveaux droits d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises.

Les salariés et leurs organisations syndicales doivent être associés à toutes les décisions politiques les concernant au niveau local, départemental, régional, participer aux cellules de veille, etc....

L'objet de ce journal est destiné à mieux faire connaître nos propositions. A utiliser sans modération, pour la lutte, et la défense de l'emploi.

Michel Faivre-Picon.

#### **Crise : qui est responsable ?**

La crise financière a été révélée aux Etats Unis avec l'effondrement du système des "subprimes". Mais la crise actuelle plus importante, car touchant l'ensemble de l'économie, devait arriver. Pourquoi ?

Parce que les financiers, les patrons, les actionnaires, exigent toujours plus de rentabilité de leurs placements.

Et pour gagner plus, ils agissent sur le partage de la valeur ajoutée. La valeur ajoutée, c'est l'ensemble des profits réalisés par une entreprise : une partie sert à l'investissement, une partie pour payer les salaires, et le reste pour les profits des actionnaires.

Depuis plus de 30 ans, la proportion versée aux salariés diminue, alors que la part des profits augmente.

Et pour gagner toujours plus, les actionnaires pressurent les salariés de tous côtés : blocage des salaires, exonérations de cotisation sociales, augmentations des rendements, ...



## L'emploi

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître qu'il ne peut pas y avoir de développement économique en France sans une industrie forte.

C'est bien la bataille que mène la CGT et que l'on place au centre de nos préoccupations et de nos propositions.



### Nous avons besoin de mesures fortes pour l'emploi

Compte tenu des risques qui pèsent sur l'avenir de certaines entreprises et branches, plusieurs dossiers industriels **imposent la mise en place d'un plan d'urgence économique et social.**

C'est le cas notamment de la filière automobile avec les stratégies de gestion des constructeurs qui ont des conséquences économiques et sociales lourdes chez les sous-traitants et équipementiers, poussés à la baisse des prix, aux délocalisations et qui génèrent restructurations, chômage partiel, licenciements et fermetures de sites.

Si cette situation existait avant la crise, elle vient de s'accélérer ces derniers mois, et fait que le Jura détient le triste privilège de la hausse du chômage la plus importante de France en un an avec 32,8 % de chômeurs en plus, (contre +15,4 % en France), soit 2000 chômeurs de plus en un an dans le Jura.

Nous avons besoin d'avoir une vue globale de l'industrie et des services associés, dans la mesure où se pose la question de l'évolution de l'ensemble du tissu industriel et des services publics pour garantir à moyen et long terme son développement assurant l'avenir de toute une région.

**Le Jura est l'un des départements les plus industrialisés de France, avec 30 % d'emplois industriels contre 17 % en France, Et le secteur de St Claude est à 40 % d'emplois industriels ! Notre industrie possède de vrais atouts et des savoirs faire qui sont à valoriser, développer et pérenniser pour regagner une véritable politique**

**de reconquête industrielle audacieuse, innovante et structurant l'avenir du Jura.**

### C & K Dole : licenciements injustifiés

La Direction de C & K (ex-ITT) annonce 1,4 millions d'€ de bénéfices pour l'année 2008. Mais elle prévoit une perte de 2,3 millions d'€ pour 2009 (ce qui pour la CGT reste à vérifier). Et pour éviter cette future perte, la Direction trouve sa solution : un plan de 90 suppressions d'emplois, avec un plan social qui va coûter 3,7 millions d'€ !

L'entreprise est prête à dépenser de l'argent pour licencier !

La CGT s'oppose à ces licenciements destinés plutôt à augmenter la profitabilité de l'entreprise pour les actionnaires. Il serait plus judicieux d'utiliser les profits de 2008, pour maintenir les emplois et investir dans l'entreprise pour l'avenir.



### CHOMAGE PARTIEL et FORMATION

L'état et la Région Franche Comté (qui a la charge de la formation professionnelle) viennent d'engager la mise en place d'un dispositif destiné à amortir l'effet du chômage partiel, en permettant à des salariés concernés de suivre une formation au lieu d'être en chômage.

Les syndicats ont été associés, afin de négocier un accord permettant de créer ce dispositif qui déroge à la loi. La CGT, a accepté de valider ce dispositif, à condition que le salaire soit maintenu à 100 % , ce que nous avons obtenu.

La CGT invite tous ses élus dans les entreprises, notamment dans les CE qui doivent être consultés, à s'assurer que les formations ainsi réalisées permettent d'apporter une formation qualifiante.

# La relance



Les plans de relance décidés par le gouvernement en faveur du patronat et des banques ne sont ni à la hauteur de la situation, ni à la mesure des conséquences que subissent les salariés.

La Préfète du Jura a rencontré récemment les syndicats pour les informer du plan de relance prévu pour le Jura :

- réfection de 3 églises,
- amélioration du secteur de la Serra à Lamoura (en bas des pistes de ski)
- immobilier d'entreprise dans le haut jura,
- rénovation de la prison de Lons, etc ..

Ce plan n'est pas à la hauteur des besoins. De plus, la plupart de ces investissements étaient prévus, le financement est seulement anticipé sur 2009.

## Nos propositions concrètes pour la relance :

**- Aides publiques** : les syndicats et les élus du personnel, partout doivent connaître les aides publiques versées, leurs utilisations, et le respect des contreparties fixées. En Franche Comté, l'ensemble des aides publiques versées, c'est plus de 400 millions d'€ chaque année (chiffres 2006).

## **- il faut une relance aussi par la consommation, donc il faut augmenter les salaires :**

L'Etat a les moyens de contraindre les entreprises à conclure des accords de salaires : les aides de l'Etat devraient être données avec des contreparties, par exemple la contrepartie d'augmenter les salaires, ou ne pas supprimer d'emplois.

**- Pour l'emploi**, la CGT exige une sécurisation des parcours professionnels. En cas de difficultés économiques, mêmes passagères, il n'est pas supportable que les salariés soient des variables d'ajustement. Il faut que les contrats de travail soient maintenus, que l'emploi soit privilégié. Nous proposons, en cas de difficultés, que les entreprises maintiennent les contrats de travail et donc le salaire, et soient contraintes de conserver le salarié et le payer, tant qu'elles ne lui ont pas retrouvé un emploi, avec également un droit de veto du Comité d'Entreprise, s'il estime que le plan de licenciement n'est pas justifié.

**- Dividendes** : C'est le système capitaliste qui est en crise, tout le monde le reconnaît. Donc ceux qui possèdent les entreprises, les actionnaires, ne doivent pas encaisser de dividendes. Les bénéfices doivent être réinjectés dans l'entreprise et dans les salaires.

**- Il faut une hausse du SMIC** à 1600 € brut, avec revalorisation de l'ensemble des salaires, des retraites, des minimas sociaux, des revenus des privés d'emploi.

## Pour une politique industrielle

### 1. Il faut une vraie stratégie industrielle et de nouveaux lieux de négociation interprofessionnelle

Fort de ses filières d'activités automobile, microtechnique, plasturgie, agroalimentaire, bois, chimie, transport, énergie, l'avenir industriel du Jura a besoin :

- De la pérennisation d'activités existantes,
- De coopérations entre les entreprises pour mutualiser des moyens en matière de recherche et développement, d'innovation et de diversification,
- De formation professionnelle tout au long de la vie et qui élève le niveau des qualifications des salariés,
- De relations nouvelles entre les entreprises donneuses d'ordres et sous-traitantes, les collectivités locales et les organisations syndicales,
- de véritables lieux de négociations interprofessionnelles au sein des pôles de compétitivité, des filières et des bassins d'emploi.

### 2. Créer des fonds régionaux pour l'emploi pour accroître l'effort de recherche et d'innovation

La Franche-Comté est la dernière région de France en recherche et développement.

Peu de PME, PMI, possèdent un service recherche et développement, et très peu d'ingénieurs occupent des fonctions permettant de développer cette activité en entreprise. Il faut donner les moyens aux PME de se développer en respectant les droits sociaux des salariés.

La CGT propose de créer des « fonds régionaux pour l'emploi » afin de dégager au plus près du terrain les financements indispensables au lancement d'activités innovantes.

Profits, dividendes, stock-options, paradis fiscaux, ...

**Y en a marre !**

Les bénéfices doivent servir aux emplois, aux salaires, aux investissements !



# La crise a bon dos ! Il faut un autre partage des richesses !

## Un cas parmi d'autres : Juraplacage

110 salariés à Souvans, entreprise du bois, spécialisée dans la découpe de placage.

En février 2009, la Direction, indiquant une baisse d'activité, annonce 1,2 millions d'euros de pertes en 2008, et sa solution : 8 licenciements économiques.

Le CE, avec les élus CGT, nomme un expert comptable indépendant (payé par le patron, c'est prévu par la loi) pour l'aider dans le cadre du plan de licenciement, mais surtout pour analyser les comptes de l'entreprise.

L'expert va avoir bien du mal à obtenir des informations : Juraplacage fait partie d'un grand groupe européen (Danzer), basé en Suisse ... , ce qui veut dire qu'il n'est pas obligé de publier des comptes. Il peut ainsi cacher des bénéfices et des mouvements financiers.

L'expert obtient quand même l'information d'un chiffre d'affaires du groupe de 410 millions d'€ Et constate que l'usine Juraplacage a, malgré la baisse d'activité, été contrainte de participer, en tant que filiale du groupe à divers financements, par exemple en versant une redevance au groupe de 500 000 euros. Sans cette redevance, la perte diminuait déjà de moitié !

Certes, il y a une baisse d'activité du fait de la crise, notamment à cause de la baisse dans le secteur de la construction. Et alors ?

L'expert constate surtout qu'avec la structure du groupe, avec les capitaux propres que possède Juraplacage, cette société a les moyens de traverser la crise, et d'éponger le déficit de l'année 2008.

Pour sortir de la crise, Nicolas Sarkozy dit vouloir moraliser ou réguler le système capitaliste. Pour la CGT, il s'agit de le transformer pour partager les richesses créées par le monde du travail en faveur des salariés et non des seuls actionnaires.

**Profits, aides publiques :**

**OU VA L'ARGENT ?**

**Contrôlons les comptes des entreprises !**

### La CGT propose :

D'utiliser autrement les moyens financiers des entreprises en divisant par deux les dividendes versés. On pourrait dégager 100 milliards d'euros par la modification du système fiscal qui serait modulé en fonction de la responsabilité des entreprises qui favorisent l'investissement productif et social.

Il est possible de dégager progressivement 120 Milliards d'euros en mettant fin au gâchis dans le budget de l'état :

- 70 milliards d'euros au titre de cadeaux fiscaux qui profitent aux plus riches (niches fiscales)
- 33 Mds d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales pour 2008
- 15 Mds d'euros de bouclier fiscal

### La CGT propose :

D'utiliser cette manne financière pour satisfaire les urgences sociales (augmentation des salaires, des retraites, minimas sociaux, allocation chômage), augmenter les crédits de la formation et de la recherche pour soutenir les projets innovants, créateurs de développement économique et d'emploi.



**Ensemble, partout, imposons nos propositions !**